



L’histoire du temps présent

„Hilfe also keine.
Aber Moral!“

De Denis Scuto

„Niemand will sie“, titre un grand quotidien allemand. Il fait référence aux dizaines de milliers de réfugiés que les pays européens refusent d’accueillir. Contrairement aux apparences, ce gros titre ne date pas d’aujourd’hui mais de 1938. Il s’agit d’un commentaire cynique du Völkischer Beobachter, organe du NSDAP.

Le journal nazi triomphe le 14 juillet 1938. La veille, la conférence d’Evian, convoquée à l’initiative du président américain Roosevelt pour obtenir des Etats démocratiques une réelle solidarité envers les migrants juifs persécutés par les nazis en Allemagne et en Autriche, se solde par un échec. Aucun pays européen n’est prêt à accueillir un contingent de réfugiés. Les participants s’engagent en revanche à faciliter l’établissement des réfugiés dans des pays tiers, le plus souvent hors de l’Europe. L’invitation à la Conférence précisait de toute façon qu’aucun des pays participants n’était dans l’obligation de recevoir des réfugiés. Les égoïsmes nationaux, dans ce contexte toujours marqué par les suites de la crise économique mondiale, s’avèrent plus forts que la volonté de venir en aide aux victimes du fascisme. Au lieu d’accueillir des réfugiés, la plupart des pays fermèrent leurs frontières.

Au Reichsparteitag de Nuremberg de septembre 1938, Hitler ne se prive pas de rappeler l’échec de la Conférence d’Evian et constate avec satisfaction que les Etats démocratiques ne sont pas prêts à porter le „fardeau“ d’accueillir les juifs que les nazis et les fascistes ont chassés et épingle leur hypocrisie: „Man beklagt in diesen Demokratien die unermessliche Grausamkeit, mit der sich Deutschland – und jetzt auch Italien – der jüdischen Elemente zu entledigen versuchen. (...) Aber nicht, um nun endlich in diesen demokratischen Ländern die heuchlerische Frage durch eine hilfreiche Tat zu ersetzen, sondern im Gegenteil, um eiskalt zu versichern, daß dort selbstverständlich kein Platz sei! (...) Hilfe also keine. Aber Moral!“ Il y a quelques semaines déjà, le député européen libéral Charles Goerens avait fait le rapprochement entre la Conférence d’Evian et l’attitude actuelle de plusieurs Etats européens à l’égard des réfugiés. Depuis le sommet européen de lundi dernier et l’idée germano-turque de refouler massivement les réfugiés syriens en Grèce vers la Turquie, la pertinence de cette comparaison historique ne fait plus aucun doute.

Retourner les réfugiés

Exit le plan de venir en aide aux réfugiés syriens dans le cadre d’un plan de relocalisation des réfugiés syriens dans les 28 pays de l’UE. La stratégie a changé: fermer les frontières et refouler. Le journal *Le Monde* résume sur sa une de mercredi: „Les Européens rejettent les migrants vers

la Turquie“ et évoque le „grand retournement européen sur les réfugiés“. La *Taz* écrit: „Merkels schockierende Wende.“

En 1933, la Convention relative au statut international des réfugiés avait proclamé ce principe fondamental en matière de droit d’asile (art. 3): „Chacune des parties s’engage, dans tous les cas, à ne pas refouler les réfugiés sur les frontières de leur pays d’origine.“ Le principe du non-refoulement fut confirmé par la Convention de Genève de 1951. Si l’accord de lundi est entériné au sommet européen de la semaine prochaine et si des réfugiés sont massivement refoulés de la Grèce vers les frontières de la Turquie, ce principe ainsi que les droits humains qu’il protège sont mis entre parenthèses. Cette démarche est, pour l’exprimer dans le langage prudent de Charles Goerens, „incompatible avec une compréhension normale de l’espace de droit européen“.

Pour l’historien, il est important de rappeler dans ce contexte la contradiction majeure inhérente au droit d’asile. En laïcisant la pratique religieuse du droit d’asile, héritée du monde antique et du monde chrétien, l’Etat moderne a agi d’une part à partir d’une logique universaliste des droits humains. La Déclaration universelle des droits de l’homme stipule (art. 14) que „devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l’asile en d’autres pays“. D’autre part, les Etats modernes se sont créés sur une base nationale et se conduisent selon une logique nationale. Le droit à la protection ne peut devenir réalité que si un autre Etat est prêt à accorder cet asile aux exilés. Or, l’Etat, confronté à la question de protéger ou non des réfugiés, décide souvent en fonction de ses intérêts nationaux et non des droits humains. Cette contradiction entre droits de l’être humain et droits du citoyen national apparaît historiquement au grand jour à Evian. En 1938, à Evian, les 32 Etats présents confrontés à „une émigration non volontaire (qui) a pris des proportions im-

portantes“, se prononcent pour la nation, au nom notamment de la protection du travail national, et contre les droits „de malheureuses personnes très touchées“ (résolution finale du 14 juillet 1938).

Après la Seconde Guerre mondiale, la plupart des gens pensaient que les millions de réfugiés ne représentaient qu’un mal temporaire que la Convention de Genève de 1951 permettrait de maîtriser. Le nombre de réfugiés diminua en effet, passant de plus de 50 millions en 1945 à 2 à 3 millions dans les années 1960 et 1970. Les Trente Glorieuses, les décennies de conjoncture économique favorable, ont facilité l’accueil et l’intégration des réfugiés dans les sociétés et économies nationales occidentales. Depuis les années 1980 et les nombreuses guerres et guerres civiles en Afrique et au Moyen-Orient, le monde est de nouveau confronté à des déplacements massifs et involontaires de population. En 2013, le chiffre de 50 millions de réfugiés dans le monde a été dépassé une première fois depuis 1945.

Retourner les responsabilités

Malheureusement, l’image des réfugiés et l’attitude du monde politique, des médias et de l’opinion publique ont complètement changé par rapport aux décennies après 1945. C’est la compassion et la solidarité qui prédominaient jusque dans les années 1970. Rappelons ici l’accueil généreux et chaleureux des exilés chiliens et vietnamiens au Luxembourg. La France a donné asile à 120.000 Boat people du Vietnam et du Cambodge. Jean-Paul Sartre, qui s’était mobilisé avec des intellectuels de tous les bords, avait motivé ainsi son engagement: „Personnellement j’ai pris parti pour des hommes qui n’étaient sans doute pas de ceux qui étaient mes amis au temps où le Vietnam se battait pour la liberté. Mais ça n’a pas d’import-

tance, parce que ce qui compte ici, c’est que ce sont des hommes, des hommes en danger de mort et je pense que les droits de l’homme impliquent que tout homme doit entrer au secours de ceux qui risquent un danger de mort ou un danger de grand malaise. Telle est la raison pour laquelle je suis ici, c.-à-d. abandonnant complètement mes opinions politiques et me mettant dans cette affaire du point de vue humain, c.-à-d. du point de vue moral.“ Aujourd’hui, des millions d’êtres humains sont à nouveau en danger de mort ou de grand malaise. Mais des politiciens qui pensent aux prochaines élections et l’univers médiatique de l’information-spectacle, qui vit de la dramatisation des événements, exploitant la compassion, mais aussi les angoisses et réflexes sécuritaires de leurs publics ont changé le regard sur les réfugiés. Les „malheureuses personnes très touchées“ sont devenues des „demandeurs d’asile“. Un fardé pour l’Europe, des „faux réfugiés“, des „migrants économiques“ soupçonnés de bafouer la noble tradition du droit d’asile, d’utiliser nos idéaux humanistes pour défendre des intérêts basements matériels. Par la magie du discours médiatique et politique, les responsabilités ont été retournées en quelques décennies. La victime, confrontée à des exigences de plus en plus élevées et souvent impossibles à satisfaire de preuves bureaucratiques de la persécution, est devenue le criminel, du moins le suspect de fraude. Persécuté? Alors prouve-le, avec des papiers, des certificats. Où est ton dossier? Sans dossier, pas de statut de réfugié. La presse nous abreuve de chiffres quand il s’agit de rendre publique la hausse du nombre de „demandeurs d’asile“. Avez-vous souvenir d’un article de presse, d’une info qui mentionne le nombre de demandes qui sont acceptées ou rejetées? Non? Pourtant, ces chiffres existent. D’après Eurostat, 85,3% des demandes d’asile furent rejetés au Luxembourg en 2010. En 2010, dans l’Union européenne, un „deman-

deur d’asile“ avait 64,3% de chances d’obtenir le statut de réfugié à Malte et 1,6% de chances d’être reconnu comme réfugié par l’Irlande. D’après les dernières statistiques de la direction de l’Immigration du ministère des Affaires étrangères, le Luxembourg a pris en 2014 1.247 „décisions en matière de protection internationale“. De ces décisions, 179 furent positives, soit 14,4%. La même année, dans l’UE des 28, d’après Eurostat, 23.295 décisions de 132.405 furent positives, soit 17,6%. La contradiction entre droits des êtres humains et intérêts nationaux n’est pas résolue mais contournée par des pratiques bureaucratiques de (non)-reconnaissance différentes selon les nations (alors que les opérations policières aux frontières de l’Union sont elles évidemment coordonnées). La contradiction entre la mondialisation des échanges de marchandises, de services, de personnes et la défense des intérêts nationaux au sein de l’UE a généré pour les réfugiés un apartheid européen. Alors que les citoyens européens traversent allègrement les frontières avec leur passeport et leur carte de crédit, les réfugiés vivent dans des espaces hybrides, un monde à part: camps de réfugiés, camps de transit, centres de tri, centres de rétentions, zones d’attente, „jungles“ ... Alors que les citoyens européens profitent à côté de cette citoyenneté européenne d’une ou de plusieurs autres nationalités, les réfugiés se retrouvent souvent apatrides et, à défaut de statut de réfugié destiné aux happy few, on a créé pour eux des demi-statuts, provisoires: „statut de protection subsidiaire“, „pour raisons humanitaires“. Pour contourner le principe du non-refoulement, on a rebaptisé le pays-frontière du pays d’origine en „pays tiers sûr“, sans parler de l’appellation „asile interne“ pour le refuge dans le pays-même où on est persécuté.

L’accord en cours de négociation avec la Turquie est un acte de plus dans cette tragédie kafkaesque dans laquelle ce pays qui est en guerre et qui viole les droits de l’homme est appelé „pays sûr“. L’ambition d’une politique juste à l’égard des réfugiés est encore une fois abandonnée au profit d’une externalisation du droit d’asile. Mais cela aussi, depuis l’accord de 1996 entre l’UE et le Maroc, on connaît.

Mais, rassurez-vous, cette politique européenne repose entièrement sur un idéal humanitaire. C’est pour mieux lutter contre les trafiquants, nous assure Martin Schulz, président du Parlement européen. Mieux encore, renchérit le premier ministre turc Ahmed Davutoglu: „Nous allons continuer à travailler pour l’humanité et la dignité des réfugiés.“



Lauschtert
och dem
Denis
Scuto sai
Feuilleton
op Radio
100,7, all
Donnesch-
deg um 9.25 Auer (Rediffu-
sion 19.20) oder am Audioar-
chiv op www.100komma7.lu.

©Schwarwel / toonpool.com

